

**République du Sénégal**  
**Un Peuple – Un But – Une Foi**

-----

**MINISTRE DE L'ECONOMIE  
DES FINANCES ET DU PLAN**



**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE**

**DEUXIEME TRIMESTRE 2016**

*AOUT 2016*

<http://www.dgf.finances.gouv.sn/site2/execution.php>

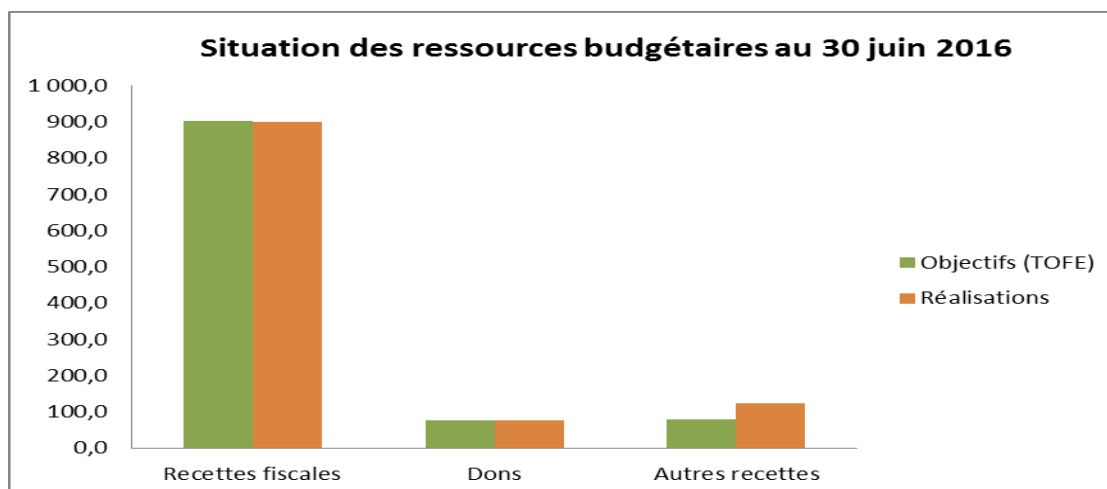
## **SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2016 (en millions de FCFA)**

Tableau de suivi de l'exécution cumulée, comparée au tableau d'ouverture des crédits de la loi de finances.

<b>RESSOURCES</b>	<b>Montant crédits ouverts (rappel)</b>	<b>Montant exécuté cumulé à fin 2<sup>ème</sup> trimestre</b>	<b>% d'exécution</b>	<b>CHARGES</b>	<b>Montant crédits ouverts (rappel)</b>	<b>Montant exécuté cumulé à fin 2<sup>ème</sup> trimestre</b>	<b>% d'exécution</b>
<b>1. Budget général</b>	<b>2,924,640</b>	<b>1,661,804</b>	<b>56.82%</b>	<b>1. Budget général</b>	<b>2,924,640</b>	<b>1,505,350</b>	<b>51.47%</b>
<b>A. Ressources internes</b>	<b>2,490,640</b>	<b>1,429,334</b>	<b>57.39%</b>	<b>B. Dépenses sur ressources internes</b>	<b>2,490,640</b>	<b>1,272,880</b>	<b>51.11%</b>
Recettes fiscales	1,721,000	914,609	53.14%	Dettes publiques	595,640	310,190	52.08%
Recettes non fisc.	113,000	123,230	109.05%	Masse salariale	538,188	278,430	51.73%
Recettes exceptionnelles	63,740	0	0.00%	Autres dépenses courantes	745,812	351,328	47.11%
Remb. prêts & av.	3,000	3,445	114.83%	Dépenses en capital	611,000	252,626	41.35%
Dons budgétaires	58,000	77,860	134.24%				
Emprunts	531,900	310,190	58.32%				
<b>B. Ressources externes</b>	<b>434,000</b>	<b>232,470</b>	<b>53.56%</b>	<b>B. Dépenses sur ressources externes</b>	<b>434,000</b>	<b>232,470</b>	<b>53.56%</b>
Droit de tirage	434,000	232,470	53.56%	Dépenses sur tirage	434,000	232,470	53.56%
<b>2. C.S.T. recettes</b>	<b>97,750</b>	<b>33,219</b>	<b>33.98%</b>	<b>2. C.S.T. dépenses</b>	<b>97,750</b>	<b>44,672</b>	<b>45.70%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>3,022,390</b>	<b>1,695,023</b>	<b>56.08%</b>	<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>3,022,390</b>	<b>1,550,022</b>	<b>51.28%</b>

## I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Au 1<sup>er</sup> semestre, les ressources internes de l'Etat (hors emprunts) sont essentiellement fiscales, à près de 90 %. Le niveau global des recouvrements du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 atteint 507 milliards FCFA. Ainsi, sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre 2016, **environ 915 milliards ont été perçus** par les régies financières, pour un objectif prévisionnel de 1056,8 milliards FCFA. Comparé à la même période de 2015, les recettes globales sont en hausse de 115 milliards (+12,5 %).



Ces bons résultats globaux cachent toutefois des disparités entre les catégories de recettes. En effet, celles relatives aux importations enregistrent des contre-performances : -20 milliards FCFA pour la TVA à l'importation ou - 14 milliards FCFA pour les droits de porte. Les difficultés du cordon douanier ont toutefois pu être compensées par le bon comportement des recettes non fiscales (+ 40 milliards FCFA liés à un produit financier SWAP), ainsi que du fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP : +43 milliards FCFA), des impôts directs (+14,4 milliards FCFA) et des droits d'enregistrement et de timbre (+1,7 milliards FCFA).

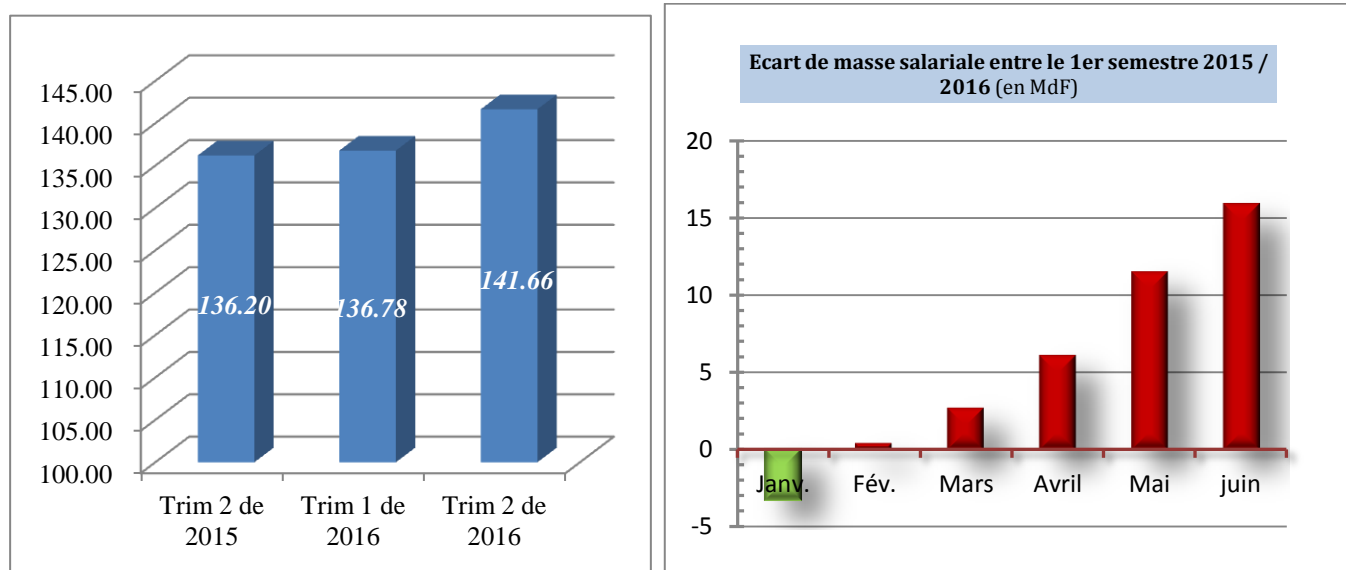
Les facteurs macroéconomiques, souvent favorables par ailleurs à la croissance du pays, expliquent en partie ces chiffres : l'effort salutaire d'amélioration de la balance commerciale, qui vise l'autosuffisance sur certains produits de base (riz, sucre, ...) en privilégiant leur production nationale à leur importation, réduit mécaniquement les taxes afférentes. De même, la baisse des cours du pétrole, ainsi que la relance du raffinage sur le sol national, propices à l'emploi et à la sécurité énergétique, privent en contrepartie le Sénégal d'une partie de ses recettes douanières. Cette perte est toutefois compensée par l'augmentation des taxes liées à la croissance économique du pays.

A mi-année, des mesures peuvent néanmoins être envisagées pour garantir, voire dépasser le niveau prévisionnel des recettes. Les dépenses fiscales, en constante augmentation, pourraient être maîtrisées pour alléger ce poste qui pèse lourd (plus de 93 milliards FCFA à fin 2016, soit 3,7 % de plus qu'en 2015 à la même époque). Les contrôles douaniers seront renforcés au second semestre, notamment sur les secteurs à fort enjeu ou qui ne sont pas actuellement prévus au Programme de vérification des importations.

## II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources internes)

### 2.1. Dépenses de personnel

Alors que peu d'écart était constaté entre les dépenses de personnel des 1<sup>ers</sup> trimestres de 2015 et 2016, celles du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 ont augmenté de presque 5 milliards pour atteindre 141,66 milliards FCFA (+3,6%).

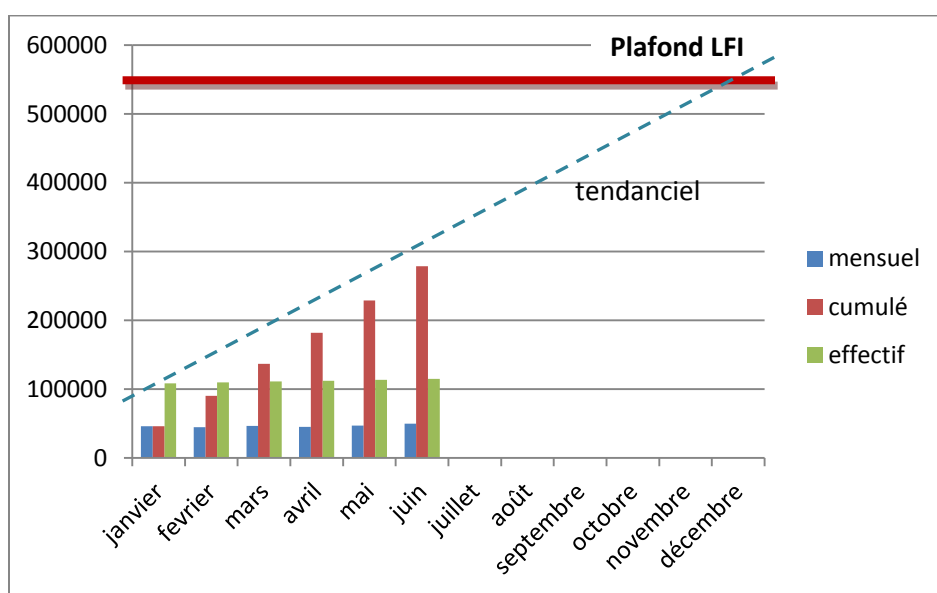


**Source** : DSPRV/DGF/MEFP.

Cette augmentation résulte du double engagement du Gouvernement, portant à la fois sur l'amélioration des salaires et des effectifs. Concernant les salaires, les régularisations ont doublé, passant de 4,17 à 8,28 milliards du 1er au 2ème trimestre 2016, principalement au profit des enseignants. Cette hausse a toutefois été compensée par une baisse des dépenses d'hospitalisation (- 4 milliards FCFA) grâce notamment au renforcement du contrôle des prescriptions médicales.

A fin juin, les effectifs de l'Etat se situent à 115 004 agents. Comparativement à la même période en 2015, on note une hausse de 8 484 agents dans la fonction publique (+ 8,0 %).

	2015			2016		
	avril	mai	juin	avril	mai	juin
<b>Effectif total</b>	105 269	106 038	106 520	111 856	113 302	115 004
<b>Liquidations de droit</b>	1 244	1 223	1 309	121	164	136



La tendance observée à mi-année nécessitera la prise de mesures afin de respecter le plafond des dépenses de personnel accordé en loi de finances. La loi de finances rectificative pour 2016 prévoit ainsi un relèvement de ce plafond (+34 milliards FCFA).

## 2.2. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses courantes et dépenses en capital.

### a) Les dépenses courantes

Les crédits ouverts en loi de finances pour ces dépenses s'élèvent à 745,87 milliards FCFA. Leur taux d'engagement, à plus de 50 %, est parfaitement en ligne avec la moitié de l'année, indiquant ainsi la capacité de l'administration à passer les marchés nécessaires à son fonctionnement ainsi que les transferts nécessaires à celui des collectivités locales et du secteur parapublic. Le montant des paiements à fin juin, s'élève à près de 351,3 milliards FCFA, soit environ 30 milliards FCFA de plus qu'à la même période pour l'exercice 2015. Il devrait continuer d'augmenter aux 3ème et 4ème trimestres, les paiements arrivant à la toute fin du processus de consommation des

crédits (après service fait du prestataire et liquidation, et selon la disponibilité des fonds dans la caisse du comptable public).

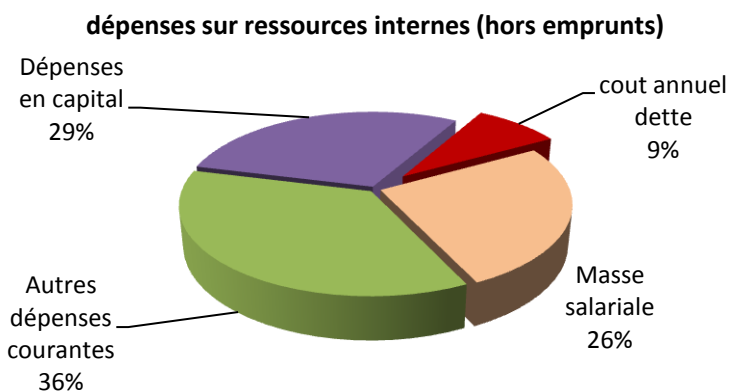
*Montant et taux d'exécution (crédits ouverts) des dépenses de fonctionnement et de transfert courant*

Niveau d'exécution	Exécut° fonctionnement	Exécution transfert	Montant TOTAL exécuté	Exécut° en %	2 <sup>ème</sup> Trim. 2015	Ecart 2016 /2015
Engagement des crédits ouverts	168,11	241,38	409,49	54,9%	50,8%	-1,64%
Liquidation des engagements	147,13	241,14	388,27	94,8%	76,9%	10,6%
Paiement des liquidations	119,58	231,75	351,33	90,5%	89,3%	-7,65%
Avances à régulariser	8,85	0,98	9,83			

Les taux d'engagement les plus importants pour le fonctionnement de l'Etat concernent notamment les contributions aux organisations multinationales, les baux des ambassades et des bureaux, et les dépenses de carburant. Les subventions aux entreprises (para)publiques constituent également des transferts majeurs, ainsi que, au 2<sup>ème</sup> trimestre, l'allocation exceptionnelle de plus de 15 milliards au Programme national d'appui à la Sécurité alimentaire.

### b) La charge de la dette publique

Ce paragraphe traite de la seule charge de la dette, les mouvements d'emprunt sont traités en partie III.



La charge de la dette, intérieure et extérieure cumulées, s'est élevée à environ 49 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016.

Les montants sont à peu près équivalents entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, ainsi qu'entre les premiers semestres 2015 et 2016.

### c) Les dépenses en capital

Les dépenses en capital financées sur ressources internes, prévues en LFI à hauteur de 611 milliards FCFA, ont bénéficié du report de crédits non utilisés en 2015 pour atteindre 642,8 milliards FCFA. Trois quarts de ces crédits sont destinés au secteur parapublic (agences et établissements publics), le dernier quart étant mise en œuvre par les services de l'Etat lui-même.

### Exécution 2016 (en milliards de FCFA)

Titre	Crédits Ouverts	Crédits engagés	Taux des engagements	Crédits ordonnancés	Taux des ordonnancements	Paiements
Investissements par l'Etat	152	62,7	41 %	40	26 %	27,01
Transferts en capital	490,8	230,4	47 %	230,4	47 %	225,61
<b>TOTAL</b>	<b>642,8</b>	<b>293,1</b>	<b>46 %</b>	<b>270,4</b>	<b>42 %</b>	<b>252,62</b>

En comparaison des dépenses de fonctionnement, l'engagement et l'ordonnement des crédits d'investissement demandent des délais plus longs, d'abord de maturité des projets, suivis des procédures de passation des appels d'offres. Les paiements interviennent enfin après prise en charge comptable, et nécessitent la disponibilité de la trésorerie correspondante. Des projets importants sont néanmoins en cours d'exécution, notamment les ceux suivis au titre du PSE et plus particulièrement ceux liés au secteur rural et agricole (Programmes relatifs aux domaines agricoles communautaires, à l'équipement du monde rural et aux corridors céréalières) et des voies de communication (Autoroute Thiès-Touba, prolongement de l'autoroute à péage AIBD-Mbour-Thiès, etc.).

## **III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES**

### **3.1. Le service de la dette et la situation des emprunts**

Le montant des dettes contractées depuis le début d'année (299 milliards FCFA), diminué des remboursements des emprunts (310 milliards FCFA), portent **le stock total des dettes du Sénégal à 4 751,2 milliards FCFA, soit 54 % du PIB** (chiffre prévisionnel LFI 2016).

Les taux auxquels l'Etat a emprunté au 1er semestre (ex. : bon du Trésor à 1 an = 4,70%) ont diminué en moyenne de 2 dixièmes de point par rapport au semestre précédent, bénéficiant de la baisse généralisée des taux d'intérêt mais confortant aussi la pertinence de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen terme 2016 -2019.

EXECUTION (décaissé)	prévision LFI	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>ème</sup> trim.	Cumul	% exécution
<b>TOTAL DETTES PUBLIQUES</b>	<b>595,64</b>	<b>146</b>	<b>165</b>	<b>310</b>	<b>52,08 %</b>
dette intérieure en capital		72	88	<b>160</b>	
charges dettes intérieures		23	22	<b>46</b>	
dette extérieure en capital		28	28	<b>56</b>	
charges dettes extérieures		22	25	<b>47</b>	

### 3.2. Ressources externes et exécution des dépenses afférentes

Sur les 434 milliards de francs prévus d'être investis sur ressources extérieures, 232 milliards FCFA ont été décaissés au 1<sup>er</sup> semestre, soit 54 % des prévisions annuelles.

	Exécuté 1 <sup>er</sup> semestre	Prévision LFI	Ecart
<b>2015</b>	<b>192,4</b>	<b>405</b>	<b>47,5 %</b>
<b>2016</b>	Emprunts	174,2	75,7 %
	Subvention	58,3	28,6 %
	<b>TOTAL 2016</b>	<b>232,5</b>	<b>434</b>

Ce taux masque en réalité une double hétérogénéité :

- 1) dans l'avancée des différents projets : si certains projets, notamment ceux financés par la Chine et la Banque mondiale, ont des taux deux fois supérieurs aux prévisions, d'autres, le même temps, ne connaissent qu'un faible montant, voire aucun montant, décaissé. Cette situation est en train d'être analysée par les services compétents du MEFP mais d'ores et déjà, la diversité des procédures des PTF semble être le principal facteur causal ;
- 2) dans la répartition entre les emprunts et les subventions : ce sont essentiellement les décaissements sur les emprunts-projets qui ont été exécutés. Les décaissements portant sur les dons, plus favorables au Sénégal, restant inférieurs d'un tiers aux prévisions.

Les dépenses sont engagées conformément aux 3 axes du PSE, selon une répartition privilégiant les secteurs prioritaires.

### 3.3. L'exécution des crédits transférés au secteur parapublic

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, plus de la moitié des dotations prévues a été exécutée par les agences et les établissements publics chargés de mettre en œuvre la politique des investissements de l'Etat. Le détail pour une dizaine de structures parmi les plus importantes (montant de transfert de 3 milliards de FCFA au minimum figure en annexe 4. Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique l'exécution de ces structures au 30 juin 2016.

	BUDGET PREVISIONNEL	REALISATIONS	%
<b>Transferts courants</b>	41 413 713 515	16 808 717 874	40,6%
<b>Transferts en capital</b>	254 437 333 232	141 719 368 976	55,7%
<b>Total</b>	<b>295 851 046 747</b>	<b>158 528 086 850</b>	<b>53,6%</b>

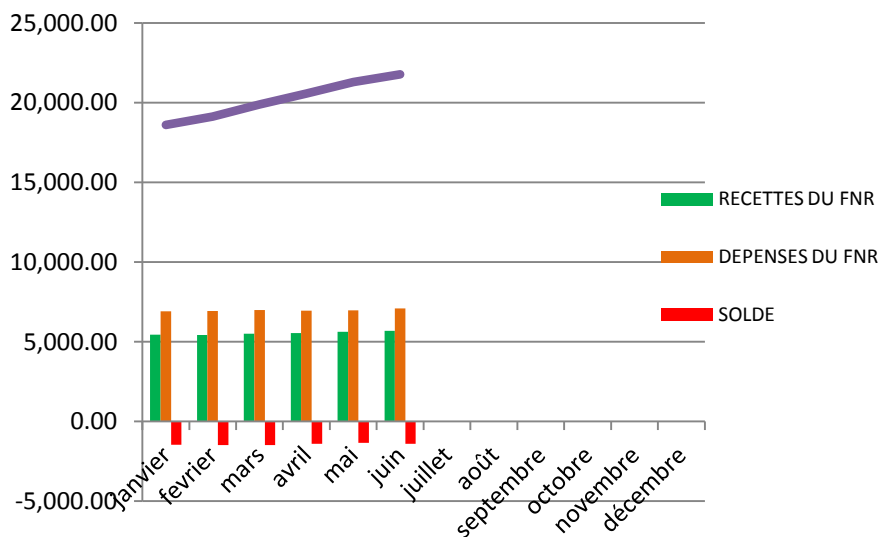


### 3.4. Les comptes spéciaux du Trésor (CST)

Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2016 en millions FCFA

<b>LIBELLES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>SOLDE</b>
96.101 Fonds national de retraite	33 217	41 821	-8 604
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	178	76	102
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	295	187	108
96.507 Prêts aux particuliers	3 822	2 588	1 233
<b>Total CST</b>	<b>37 512</b>	<b>44 672</b>	<b>-7 161</b>

Focus sur la situation du FNR (montant en MF et en effectif) :



Au 1<sup>er</sup> semestre 2016, le solde déficitaire du FNR s'était aggravé de -8,6 milliards FCFA (-1,43 milliards en moyenne chaque mois).

Toutefois, le rapport cotisants sur allocataires, bien que positif, demeure très faible : en moyenne 1 323 agents ont cotisé pour 1 000 bénéficiaires au premier semestre 2016.

## Annexe 1: Exécution des recettes au 2ème trimestre 2016 (source TOFE)

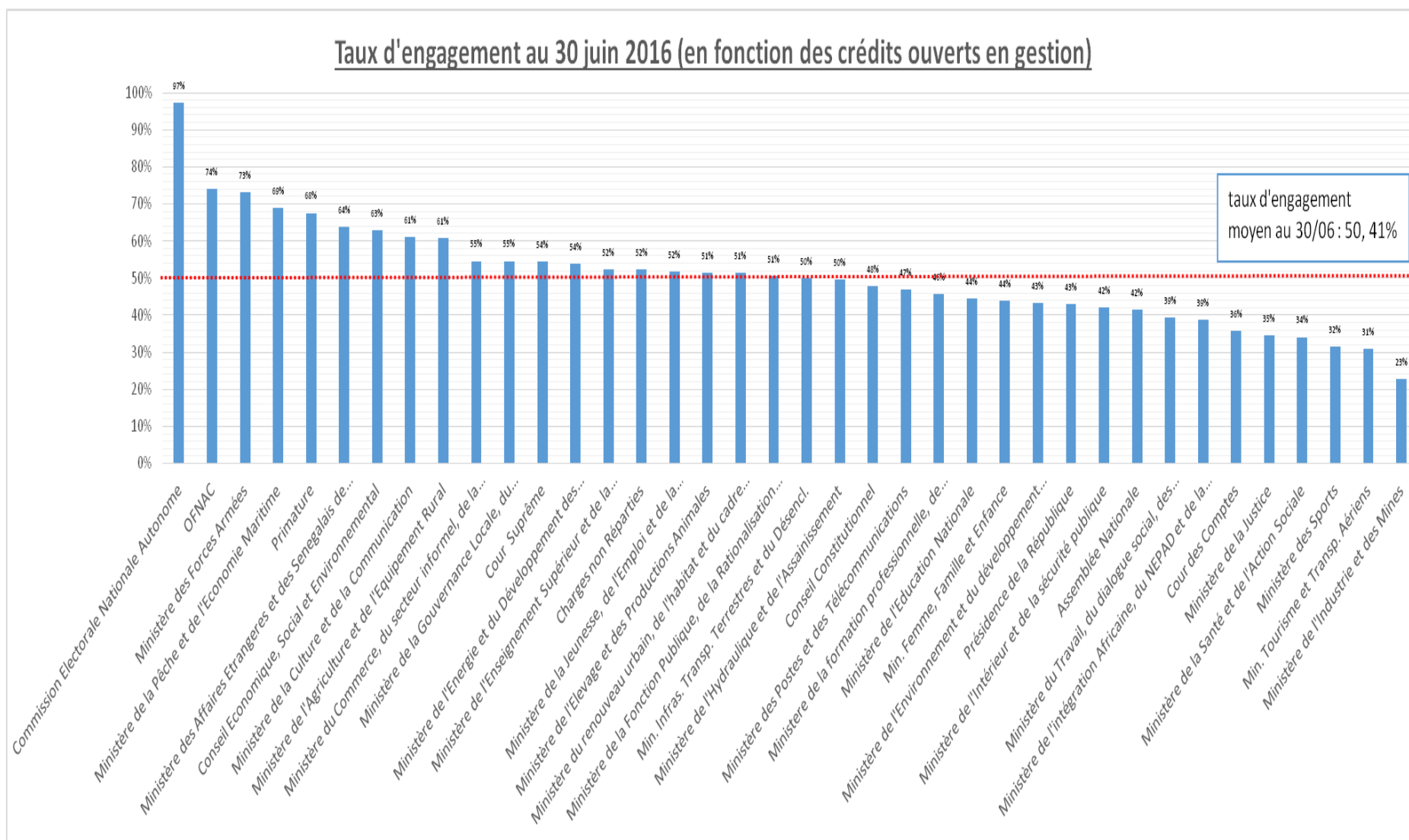
	Avril	Mai	Juin	TOTAL TRIM 1	TOTAL TRIM 2	TOTAL 1er SEM	TOTAL 1er SEM	Ecart 2016 / 2015
	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2015	
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>135,237</b>	<b>173,724</b>	<b>197,910</b>	<b>407,738</b>	<b>506,871</b>	<b>914,609</b>	<b>800,000</b>	<b>12.53%</b>
<b>1/ IMPÔTS DIRECTS *</b>	<b>38,024</b>	<b>64,973</b>	<b>91,084</b>	<b>143,085</b>	<b>194,081</b>	<b>337,166</b>	<b>297,200</b>	<b>11.85%</b>
-IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	7,600	36,400	58,700	48,500	102,700	151,200	134,600	10.98%
-IMPÔT SUR LE REVENU	26,100	20,800	24,600	69,543	71,500	141,043	121,900	13.57%
-IRCM et TPV	700	4,100	3,600	14,600	8,400	23,000	19,100	16.96%
-CFCE	1,500	1,300	1,300	4,900	4,100	9,000	9,300	-3.33%
-RETENUES A LA SOURCE CCAP	2,124	2,373	2,884	5,542	7,381	12,923	12,300	4.82%
<b>2/ TAXES SUR BIENS ET SERVICES</b>	<b>66,042</b>	<b>73,135</b>	<b>74,469</b>	<b>171,498</b>	<b>213,646</b>	<b>385,144</b>	<b>339,600</b>	<b>11.83%</b>
-TBS - DGID	43,500	41,171	44,894	112,321	129,565	241,886	203,100	16.03%
.dont TVA intérieure	27,400	23,300	28,100	66,300	78,800	145,100	123,100	15.16%
.dont Taxes spécifiques	11,000	12,100	10,500	27,700	33,600	61,300	49,000	20.07%
..dont pétrole	5,400	6,400	6,800	16,700	18,600	35,300	35,300	0.00%
..dont RUTEL	1,900	0	0	3,400	1,900	5,300	8,800	-66.04%
-TVA IMPORTATION	22,542	31,964	29,575	59,177	84,081	143,258	136,500	4.72%
.dont TVA - Régions	300	400	480	1,200	1,180	2,380		
.Dred	100		210	200				
<b>3/ DROITS DE PORTE</b>	<b>15,071</b>	<b>17,616</b>	<b>19,657</b>	<b>40,081</b>	<b>52,344</b>	<b>92,425</b>	<b>97,500</b>	<b>-5.49%</b>
.Dakar-Port	14,771	17,416	19,197	39,081	51,384	90,465	97,500	-7.78%
.Régions	200	200	320	800	720	1,520		100.00%
-Dred	100		140	200	240	440		
<b>4/ IMPÔTS/LE PATRI-ENREG ET TIMBRE</b>	<b>4,300</b>	<b>4,500</b>	<b>5,600</b>	<b>14,774</b>	<b>14,400</b>	<b>29,174</b>	<b>35,100</b>	<b>-20.31%</b>
.Droits d'enregistrement et d'hypoth	3,000	3,200	3,700	10,774	9,900	20,674	20,900	-1.09%
..dont enregistrement au cordon	0		0	162	0	0	-	
.Timbres fiscaux	1,300	1,300	1,900	4,000	4,500	8,500	8,500	0.00%
<b>5/ F.S.I.P.P</b>	<b>11,800</b>	<b>13,500</b>	<b>7,100</b>	<b>38,300</b>	<b>32,400</b>	<b>70,700</b>	<b>30,700</b>	<b>56.58%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>11,320</b>	<b>19,920</b>	<b>76,290</b>	<b>15,700</b>	<b>107,530</b>	<b>123,230</b>	<b>74,000</b>	<b>39.95%</b>
dont Revenus du Domaine	900	800	800	2,200	2,500	4,400	15,300	-247.73%
dont Produits financiers	7,616	15,001	27,257	900	49,874	49,874	48,500	2.75%
dont Autres recettes non fiscales	300	300	43,817	300	44,417	47,017	10,000	78.73%
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>								
REMBOURSEMENT PRÊTS ET AVANCES	683	2	661	2,099	1,346	3,445	-	-
DONS BUDGETAIRES ET EN CAPITAL	8,070	8,070	20,240	41,480	36,380	77,860	-	-
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>155,310</b>	<b>201,716</b>	<b>295,101</b>	<b>467,017</b>	<b>652,127</b>	<b>1,119,144</b>	<b>874,100</b>	<b>21.90%</b>
Certificats de detaxes (DGID & DGD)	-2,919	-4,141	-2,600	-	-9,560	-16,921	-	-
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES</b>	<b>152,391</b>	<b>197,575</b>	<b>292,501</b>	<b>-</b>	<b>642,567</b>	<b>1,102,223</b>	<b>874,100</b>	<b>20.70%</b>

## Annexe 2 : Exécution des dépenses au 2eme trimestre 2016 par institutions et ministères

Ministères et institutions *	LFI (1)	Crédits ouverts (2)	% variation (2/1)	Crédits engagés (3)	taux engagement % (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits pris en charge (5)	Crédits payés (6)	taux paiement % (6/2)	Restes à payer (7)
Assemblée Nationale	14,134,506,000	14,134,506,000	0%	5,878,000,000	42%	5,878,000,000	5,878,000,000	5,878,000,000	42%	0
Charges non Réparties	207,946,905,000	168,832,397,783	-19%	88,529,440,286	52%	88,262,860,076	88,249,876,383	77,967,535,900	46%	10,282,340,483
<b>Commission Electorale Nationale</b>										
<b>Autonome</b>	1,600,983,000	3,635,871,000	127%	3,534,888,000	97%	3,534,888,000	3,534,888,000	3,534,888,000	97%	0
<b>Conseil Constitutionnel</b>	801,330,000	836,330,000	4%	400,000,000	48%	400,000,000	400,000,000	400,000,000	48%	0
<b>Conseil Economique, Social et Environnemental</b>	9,102,087,000	9,102,087,000	0%	5,724,587,000	63%	5,724,587,000	5,724,587,000	5,724,587,000	63%	0
<b>Cour Suprême</b>	846,063,000	846,063,000	0%	460,531,500	54%	460,531,500	460,531,500	460,531,500	54%	0
<b>Cour des Comptes</b>	1,757,879,000	2,257,879,000	28%	803,939,500	36%	803,939,500	803,939,500	803,939,500	36%	0
<b>Min. Femme, Famille et Enfance</b>	7,385,069,000	7,702,528,356	4%	3,390,754,201	44%	2,881,777,914	2,762,505,055	2,725,233,191	35%	37,271,864
<b>Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.</b>	132,191,231,000	142,630,418,155	8%	71,173,795,731	50%	71,114,963,708	68,907,627,686	68,905,930,741	48%	1,696,945
<b>Min. Tourisme et Transp. Aériens</b>	18,466,099,000	21,116,099,000	14%	6,551,368,674	31%	6,491,692,537	6,372,528,332	6,352,501,403	30%	20,026,929
<b>Ministère de la Culture et de la Communication</b>	12,364,069,000	12,867,069,000	4%	7,863,635,861	61%	7,658,942,685	7,647,956,029	7,532,847,307	59%	115,108,722
<b>Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public</b>	1,019,789,000	1,489,789,000	46%	753,527,692	51%	631,842,329	599,110,486	578,338,232	39%	20,772,254
<b>Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b>	15,045,525,000	15,666,242,778	4%	7,150,543,382	46%	6,200,366,485	6,076,427,799	5,064,713,659	32%	1,011,714,140
<b>Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire</b>	53,654,402,000	53,704,402,000	0%	29,319,288,971	55%	29,230,591,597	29,214,825,948	29,212,156,608	54%	2,669,340
<b>Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne</b>	7,162,109,000	7,512,109,000	5%	3,884,271,137	52%	3,794,279,531	3,779,741,187	3,752,220,903	50%	27,520,284
<b>Ministère de la Justice</b>	10,735,571,000	11,431,571,000	6%	3,958,459,288	35%	3,354,243,846	3,003,808,816	2,685,830,329	23%	317,978,487
<b>Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>	14,524,279,000	14,729,443,500	1%	10,165,165,148	69%	9,637,101,166	9,485,482,022	8,586,611,826	58%	898,870,196
<b>Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat</b>	17,202,188,000	17,202,188,000	0%	3,460,826,258	20%	3,300,705,206	3,283,522,874	3,281,722,961	19%	1,799,913
<b>Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>	70,354,842,000	72,692,515,965	3%	24,780,662,117	34%	17,824,332,692	17,300,301,547	15,432,829,561	21%	1,867,471,986
<b>Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural</b>	75,076,579,000	75,681,130,960	1%	46,026,932,687	61%	45,826,083,261	45,641,216,790	45,536,987,467	60%	104,229,323
<b>Ministère de l'Economie, des Finances et du plan</b>	167,020,376,000	176,421,584,592	6%	39,959,048,449	23%	36,957,593,657	36,468,910,975	27,803,664,817	16%	8,665,246,158
<b>Ministère de l'Education Nationale</b>	126,632,149,000	127,027,259,850	0%	56,426,854,568	44%	53,708,878,126	51,378,501,021	40,811,735,251	32%	10,566,765,770
<b>Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>	6,994,107,000	7,224,107,000	3%	3,718,536,702	51%	3,514,347,238	3,472,972,371	3,414,391,660	47%	58,580,711

<b>Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables</b>	15,507,215,000	16,032,215,000	3%	8,622,275,375	54%	8,569,420,531	8,545,497,909	8,094,219,550	50%	451,278,359
<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>	135,699,918,000	138,965,670,710	2%	72,910,475,494	52%	70,610,482,399	70,563,353,842	69,340,415,522	50%	1,222,938,320
<b>Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>	11,001,425,000	11,056,425,000	0%	4,776,819,166	43%	4,309,810,313	3,944,141,709	3,532,816,378	32%	411,325,331
<b>Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>	23,422,803,000	27,521,524,226	17%	13,673,697,178	50%	11,481,196,379	11,389,161,652	11,167,926,084	41%	221,235,568
<b>Ministère de l'Industrie et des Mines</b>	8,472,818,000	12,997,818,000	53%	2,971,758,565	23%	2,811,995,030	2,746,076,016	2,705,599,855	21%	40,476,161
<b>Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance</b>	943,000,000	1,143,000,000	21%	442,637,082	39%	397,148,570	352,875,292	347,046,092	30%	5,829,200
<b>Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>	36,623,419,000	46,027,377,170	26%	19,414,688,266	42%	16,875,359,281	16,717,388,812	14,429,039,785	31%	2,288,349,027
<b>Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>	32,601,867,000	34,658,893,810	6%	22,102,577,671	64%	5,826,901,391	5,622,010,929	3,643,410,400	11%	1,978,600,529
<b>Ministère des Forces Armées</b>	71,787,933,000	75,768,545,944	6%	55,389,252,890	73%	53,531,701,262	53,427,602,572	47,005,567,649	62%	6,422,034,923
<b>Ministère des Postes et des Télécommunications</b>	2,430,456,000	2,430,456,000	0%	1,142,895,001	47%	1,079,872,455	1,000,384,382	1,000,384,382	41%	0
<b>Ministère des Sports</b>	8,713,552,000	8,999,552,000	3%	2,836,709,077	32%	2,449,887,704	2,405,127,343	1,493,221,026	17%	911,906,317
<b>Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME</b>	4,838,089,000	5,055,844,400	5%	2,760,835,028	55%	2,693,135,751	2,686,439,115	2,642,433,105	52%	44,006,010
<b>Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b>	13,031,871,000	13,354,277,800	2%	6,872,034,511	51%	6,149,519,293	6,106,684,570	6,103,214,044	46%	3,470,526
<b>Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions</b>	1,200,790,000	2,278,290,000	90%	894,737,338	39%	732,684,338	693,157,213	686,315,018	30%	6,842,195
<b>OFNAC</b>	1,000,000,000	1,350,000,000	35%	1,000,000,000	74%	1,000,000,000	1,000,000,000	1,000,000,000	74%	0
<b>Présidence de la République</b>	63,333,161,000	69,447,081,000	10%	29,810,580,832	43%	29,523,058,328	29,391,615,485	28,641,490,485	41%	750,125,000
<b>Primature</b>	51,935,546,000	54,595,606,000	5%	36,883,307,510	68%	36,752,004,254	36,712,274,326	36,205,205,790	66%	507,068,536
<b>TOTAL</b>	<b>1,454,562,000,000</b>	<b>1,486,426,168,999</b>	<b>2%</b>	<b>706,420,338,136</b>	<b>48%</b>	<b>661,986,725,333</b>	<b>653,751,052,488</b>	<b>604,485,502,981</b>	<b>41%</b>	<b>49,265,549,507</b>

### Annexe 3 : Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2016



## Annexe 4 : Situation des actes modificatifs de l'affectation des crédits au 1er semestre 2016.

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	OUV. DE CREDITS	REPORTS DE CREDITS	Total général
janv.-16	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Dépenses de fonctionnement	55 164 500		55 164 500
févr.-16	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transfert en capital		8 771 000 000	8 771 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transfert en capital		2 000 000 000	2 000 000 000
	Ministère de la Justice	Transfert en capital		46 000 000	46 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements par l'état		1 763 673 965	1 763 673 965
		Transfert en capital		135 000 000	135 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements par l'état		24 000 000	24 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements par l'état		310 902 870	310 902 870
	Ministère de l'Education Nationale	Investissements par l'état		395 110 850	395 110 850
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transfert en capital		400 000 000	400 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Transfert en capital		30 000 000	30 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements par l'état		375 721 226	375 721 226
		Transfert en capital		3 293 000 000	3 293 000 000
	Ministère de l'Industrie et des Mines	Transfert en capital		3 975 000 000	3 975 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Transfert en capital		5 500 000 000	5 500 000 000
Ministère des Forces Armées	Investissements par l'état		1 326 612 944	1 326 612 944	
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation et des PME	Investissements par l'état		13 446 000	13 446 000	
<b>TOTAL</b>				<b>28 359 467 855</b>	<b>28 359 467 855</b>
mars-16	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements par l'état		240 659 356	240 659 356
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Investissements exécutés par l'état		620 717 778	620 717 778
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Investissements exécutés par l'état		198 752 710	198 752 710
		Transfert en capital		1 800 000 000	1 800 000 000
	Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie	Investissements exécutés par l'état		32 406 800	32 406 800
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Investissements exécutés par l'état		7 000 000	7 000 000	
<b>TOTAL</b>				<b>2 899 536 644</b>	<b>2 899 536 644</b>
avril-16	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transfert en capital		500 000 000	500 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Transfert en capital		50 000 000	50 000 000
<b>TOTAL</b>				<b>550 000 000</b>	<b>550 000 000</b>
mai-16	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Transfert en capital	2 872 700 000		2 872 700 000
<b>Total général (en MF CFA)</b>			<b>2 927 864</b>	<b>31 809 004</b>	<b>34 736 869</b>

## Annexe 5 : Dépenses des principales structures publiques bénéficiant de subventions de l'Etat

STRUCTURES	Budget global		Execution		Taux d'exécution des subventions
	2016	dont subvention Etat	Réalisation au 30/06/16	dont subvention Etat	
<b>ADIE</b>	<b>3 669 777 000</b>	<b>3 669 777 000</b>	<b>2 284 888 500</b>	<b>2 284 888 500</b>	<b>62,3%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>2 769 777 000</i>	<i>2 769 777 000</i>	<i>1 511 638 500</i>	<i>1 511 638 500</i>	54,6%
<i>dont investissement</i>	<i>900 000 000</i>	<i>900 000 000</i>	<i>773 250 000</i>	<i>773 250 000</i>	85,9%
<b>ADS</b>	<b>22 459 128 565</b>	<b>3 500 000 000</b>	<b>13 232 469 690</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>35,7%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>17 616 300 000</i>	<i>2 500 000 000</i>	<i>13 232 469 690</i>	<i>1 250 000 000</i>	50,0%
<i>dont investissement</i>	<i>4 842 828 565</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	0,0%
<b>AGEROUTE*</b>	<b>433 772 602 460</b>	<b>159 719 705 697</b>	<b>139 443 925 527</b>	<b>72 855 484 784</b>	<b>45,6%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>6 021 740 697</i>	<i>5 071 605 697</i>	<i>1 805 924 453</i>	<i>1 466 060 000</i>	28,9%
<i>dont investissement</i>	<i>427 750 861 763</i>	<i>154 648 100 000</i>	<i>137 638 001 074</i>	<i>71 389 424 784</i>	46,2%
<b>ANACMU</b>	<b>21 511 863 437</b>	<b>10 664 166 000</b>	<b>11 735 042 046</b>	<b>2 666 041 500</b>	<b>25,0%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>19 817 627 037</i>	<i>10 444 055 895</i>	<i>10 293 388 225</i>	<i>2 611 013 974</i>	25,0%
<i>dont investissement</i>	<i>1 694 236 400</i>	<i>220 110 105</i>	<i>1 441 653 821</i>	<i>55 027 526</i>	25,0%
<b>ANSD</b>	<b>9 450 077 337</b>	<b>6 111 040 000</b>	<b>3 224 636 291</b>	<b>2 850 000 000</b>	<b>46,6%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>3 786 139 020</i>	<i>3 261 040 000</i>	<i>67 054 974</i>	<i>0</i>	0,0%
<i>dont investissement</i>	<i>5 663 938 317</i>	<i>2 850 000 000</i>	<i>3 157 581 317</i>	<i>2 850 000 000</i>	100,0%
<b>ASER</b>	<b>80 749 473 218</b>	<b>63 246 000 000</b>	<b>62 074 309 739</b>	<b>61 325 000 000</b>	<b>97,0%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>10 230 752 670</i>	<i>3 246 000 000</i>	<i>1 325 030 000</i>	<i>1 325 000 000</i>	40,8%
<i>dont investissement</i>	<i>70 518 720 548</i>	<i>60 000 000 000</i>	<i>60 749 279 739</i>	<i>60 000 000 000</i>	100,0%
<b>ASP</b>	<b>5 729 004 819</b>	<b>5 200 000 000</b>	<b>4 170 214 819</b>	<b>3 750 000 000</b>	<b>72,1%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>4 972 000 000</i>	<i>4 454 560 000</i>	<i>3 958 650 000</i>	<i>3 550 000 000</i>	79,7%
<i>dont investissement</i>	<i>757 004 819</i>	<i>745 440 000</i>	<i>211 564 819</i>	<i>200 000 000</i>	26,8%
<b>DGPSN</b>	<b>44 379 798 036</b>	<b>33 270 285 244</b>	<b>12 310 617 695</b>	<b>6 690 000 000</b>	<b>20,1%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>6 250 494 456</i>	<i>1 900 000 000</i>	<i>724 902 939</i>	<i>690 000 000</i>	36,3%
<i>dont investissement</i>	<i>38 129 303 580</i>	<i>31 370 285 244</i>	<i>11 585 714 756</i>	<i>6 000 000 000</i>	19,1%
<b>FSE</b>	<b>296 786 313 979</b>	<b>0</b>	<b>114 552 211 032</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>296 720 813 979</i>	<i>0</i>	<i>114 547 287 732</i>	<i>0</i>	0,0%
<i>dont investissement</i>	<i>65 500 000</i>	<i>0</i>	<i>4 923 300</i>	<i>0</i>	0,0%
<b>OFOR</b>	<b>4 070 681 806</b>	<b>4 070 681 806</b>	<b>1 193 723 906</b>	<b>856 672 066</b>	<b>21,0%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>1 367 283 923</i>	<i>1 367 283 923</i>	<i>596 861 953</i>	<i>405 005 400</i>	29,6%
<i>dont investissement</i>	<i>2 703 397 883</i>	<i>2 703 397 883</i>	<i>451 666 666</i>	<i>451 666 666</i>	16,7%
<b>UGB</b>	<b>8 669 391 000</b>	<b>6 399 391 000</b>	<b>5 408 830 200</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>62,5%</b>
<i>dont fonctionnement</i>	<i>8 149 391 000</i>	<i>6 399 391 000</i>	<i>4 888 830 200</i>	<i>4 000 000 000</i>	62,5%
<i>dont investissement</i>	<i>520 000 000</i>	<i>0</i>	<i>520 000 000</i>	<i>0</i>	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>931 248 111 657</b>	<b>295 851 046 747</b>	<b>369 630 869 445</b>	<b>158 528 086 850</b>	<b>53,6%</b>